



l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

- La riposte à l'offensive patronale (page 3)
- Le P.C.F. est-il encore "le parti de Maurice Thorez" ? (page 4)
- Appel aux révolutionnaires d'Amérique latine (page 8)
- Algérie : élargir les conquêtes socialistes pour briser la contre-révolution (page 7)

Au delà
de 1936 et
de 1945 ...

Que le régime gaulliste soit fragile, c'est incontestable : c'est le régime de de Gaulle. Mais cela ne veut pas dire qu'avec la disparition de celui-ci, la démocratie bourgeoise recouvrera tous ses droits à l'existence. Car cette démocratie n'est pas le régime qui correspond le mieux aux exigences actuelles du fonctionnement du système capitaliste. Les tensions internationales, les compétitions intercapitalistes, les nécessités de la concentration, tout cela, pour un pays comme la France, demande un pouvoir concentré, puissant.

Une objection peut venir à l'esprit : il n'est pas aisé de remplacer un de Gaulle, on ne fabrique pas sur mesure un personnage de cet acabit. C'est sans doute vrai. Toutefois, il ne faudrait pas tourner les yeux seulement du côté du monde politique. Le régime actuel est, on semble l'oublier trop souvent, le produit d'un coup d'Etat militaire. On l'oublie peut-être parce que de Gaulle a éliminé les Sa-

lan, Challes, et autres généraux. Mais l'armée n'est pas faite que de généraux. Il y a dans l'armée française nombre d'officiers qui, en 1958, ont goûté à ce mets dont raffolent tous les militaires dans le monde, le coup d'Etat, et l'on peut être sûr que, si les bavards des « colloques » de tous ordres n'y songent pas, il y a parmi les hommes que le gaullisme a placés dans les arcanes du pouvoir plus d'un qui y pense aujourd'hui ou y pensera demain.

Tout cela serait peu de chose si les deux grands partis ouvriers avaient une véritable orientation de lutte contre le gaullisme, de lutte extra-parlementaire s'entend, de lutte pour aujourd'hui.

Il suffit de constater que le rapprochement à peine esquissé des deux partis, après tant d'années d'opposition acharnée exerce un puissant pouvoir d'attraction sur les masses. La récente élection de Longwy est, à cet égard, le test le plus caractéristique.

Dans une région où le mouvement ouvrier avait eu tant de mal à s'implanter contre un patronat de combat, où le nationalisme avait fait tant de ravages, le candidat communiste l'emporte sur l'U.N.R., avec l'aide des voix socialistes. La grande presse s'alarme : n'est-ce pas le Front populaire qui revient ? Et cela se produit sans provoquer de remous notables au sein du Parti socialiste, et après que Defferre ait commencé une campagne orientée non en direction du P.C.F. mais des partis du centre bourgeois.

Le danger est d'autant plus ressenti dans les sphères de la bourgeoisie que le pouvoir gaulliste paraît jouer la carte du pire, taillant une loi électorale pour les élections municipales de l'an prochain qui vise à forcer les partis à réaliser des coalitions avant le premier tour et à polariser les voix dans les grandes centres urbains soit autour de l'U.N.R., soit au-

(Suite page 8.)
Pierre FRANK.

NE TOUCHEZ PAS A CUBA

LES progrès constants de la révolution mondiale enflamment le haut état-major de l'impérialisme mondial, c'est-à-dire, d'abord, l'appareil d'Etat américain, mais aussi ceux dont il est le gérant des intérêts : la bourgeoisie monopoliste américaine.

La réduction des colonies, des semi-colonies et des marchés, les menaces sur ce qui en reste ont eu, jusqu'ici, pour résultat d'attiser la division impérialiste. Elle suscite également des rivalités et des désaccords entre les seigneurs d'industrie et de finances de l'impérialisme le plus puissant : d'où des oppositions stratégiques.

Ainsi il est clair maintenant pour les hommes d'Etat américains qu'ils devront abandonner le Sud-Est asiatique — au moins le Vietnam du Sud, le Laos et le Cambodge. La tentation est forte pour les macarthistes, les hommes du Pentagone et de la C.I.A., d'essayer là-bas les armes nucléaires tactiques, pour arrêter la progression de la révolution dans un équilibre fondé sur la terreur. Mais des esprits plus clairvoyants aux U.S.A. contre-attaquent l'opinion américaine. Life même, dont on sait le conformisme,

traite pour la première fois de la guerre du Vietnam sous le titre La sale guerre. Il est donc probable que le choix de l'administration Johnson sera seulement de tenir au Vietnam jusqu'aux élections présidentielles, et que ses efforts pour y associer ses alliés les moins réticents — ou les moins en état de lui dire « non » — et maintenant les Nations unies, ont moins pour but l'illusion de pouvoir perpétuer une guerre internationalisée, ou d'obtenir une impossible victoire, que de parvenir à un statu quo par la négociation avec... l'U.R.S.S.

Il n'en reste pas moins que ces reculs forcés terrorisent et raidissent les hommes de Wall Street et de la Maison Blanche.

Le point où ils sont tous décidés à ne rien céder, c'est leur continent gangrené, l'Amérique latine. Les faux naïfs qui feignent de voir dans la chute de Goulart une initiative locale ferment les yeux sur la politique de répression et de coups de force qui déferle sur toute cette région du globe. Ils veulent ignorer pour le compte de qui le ministre des Affaires étrangères du Venezuela (pays scandaleusement invité par Tito à la conférence des pays non-engagés) court les capitales sud-américaines, en tentant de dresser une ligue armée destinée à attaquer Cuba. Ils oublient que tout cela se passe depuis qu'en janvier Johnson a confié sa politique latino-américaine à Thomas Mann, homme des pétroliers, ex-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines du gouvernement Eisenhower, qui avait perdu sa place

lorsque Kennedy lança sa politique « d'Alliance pour le Progrès ».

MEME si des « économies » en Asie permettaient à Johnson de combiner sa politique latino-américaine de contre-révolution déclarée avec un accroissement des investissements, l'expérience antérieure prouve qu'aucun progrès ne peut être atteint ici par les impérialistes. Au lieu de l'augmentation de 2,5 % du revenu continental prévu à Punta del Este, c'est une baisse de 1 % qui est enregistrée depuis 1962. Rien ne peut, dans cette zone de la faim, de l'ignorance et du sang, empêcher de grandir l'évidence de l'exemple cubain.

Et c'est aussi pourquoi nul point du monde n'est plus menacé aujourd'hui que l'île héroïque et superbe qui montre à des millions de campesinos, de mineurs et d'ouvriers en guenilles l'image de la solution socialiste : le pain, la liberté et la dignité humaine de tous.

CUBA, David souriant, défie par sa seule existence le Goliath yankee qui tremble de peur et de colère. Cuba est en danger permanent.

Cuba écrasé de bombes serait la plus cruelle défaite des travailleurs du monde entier depuis la chute de l'Espagne sous Franco. Nous devons le savoir, le faire savoir, être en garde comme les miliciens de l'île. Nous devons dire et montrer par des actes que nous ne tolérerons pas que l'on touche à Cuba. Comme l'Espagne meurtrie, nous devons porter, magnifique et fragile, Cuba au cœur.

M. DERVAL.